



**PRÉFET
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la coordination interministérielle
et de l'appui territorial

Mission des politiques environnementales

AP n° 82-2026- 04 - 29 - 0001

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MESURES D'URGENCE

SAS EUROVIA LIANTS SUD-OUEST
20 rue Thierry-Sabine
33700 MÉRIGNAC

prescriptions de mise en sécurité et de mesures immédiates prises à titre conservatoire suite à une
vaporisation de bitume dans l'atmosphère
installation de matières bitumeuses relative à une unité de fabrication de liants routiers
site LIANTS ROUTIERS DE GARONNE
ZI Umberti – 82710 BRESSOLS,
article L.171-8 du Code de l'environnement

Installation Classée pour la Protection de l'Environnement

Le Préfet de Tarn-et-Garonne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'environnement ;

VU la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2521 : « Enrobage au bitume de matériaux routiers (centrales) à froid » ;

VU l'arrêté préfectoral n° 82-2021-03-25-00003 du 25 mars 2021 modifié portant autorisation environnementale d'exploiter une installation de stockage de matières bitumineuses pour son unité de fabrication de liants routiers délivrée à la SAS Eurovia Liants Sud-Ouest à Bressols ;

VU la visite de l'inspection des installations classées en date du 22 avril 2026 ;

CONSIDÉRANT l'accident survenu le 21 avril 2026 concernant à un rejet de matières dangereuses ou polluantes (vaporisation de bitume dans l'atmosphère résultant d'une réaction de moussage émise lors du contact entre le bitume (produit anhydre et chaud à 150°C) et une phase aqueuse) ;

CONSIDÉRANT que l'inspection précitée a mis en évidence les retombées de bitume à l'intérieur et à l'extérieur du site ;

CONSIDÉRANT que le bitume chaud vaporisé est retombé en pluie sur le site mais également hors du site et qu'il a impacté le fossé de collecte des eaux pluviales de la zone, la voie publique et son parking (15 véhicules dont un déclaré hors d'usage) le long du site et une entreprise voisine située dans le sens du vent ;

CONSIDÉRANT qu'il convient, dès lors, de prescrire à l'exploitant la mise en sécurité du site pour empêcher un nouvel accident et d'encadrer la remise en service du site ;

CONSIDÉRANT que le délai de réunion du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) pour la présentation préalable de cet arrêté n'est pas compatible avec l'urgence de sécuriser le site et de commencer le travail de suppression du risque de pollution générée par l'accident ;

CONSIDÉRANT qu'il convient donc de prescrire en urgence la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des mesures de gestion que rendent nécessaire les conséquences de l'accident survenu le 21 avril 2026 ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Exploitant

La SAS EUROVIA LIANTS SUD-OUEST, dont le siège social est situé 20 rue Thierry-Sabine – 33 700 MÉRIGNAC, autorisée à exploiter une installation de stockage de matières bitumineuses pour son unité de fabrication de liants routiers sise sur le site de LIANTS ROUTIERS DE GARONNE, ZI Umberti – 82710 BRESSOLS, est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté.

Article 2 : Mesures immédiates conservatoires

I – L'exploitant est tenu de procéder aux mesures immédiates suivantes, sous un délai de 24 heures :

- mettre en sécurité les installations du site pour éviter qu'une solution aqueuse puisse se mélanger à la cuve de bitume chaud ;
- remplacer les clôtures endommagées par l'accident ;
- procéder au pompage et au nettoyage des canalisations de collectes et traitement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées, ainsi que du bassin de rétention des eaux ;
- procéder au nettoyage :
 - de la cuve, de la rétention et des voies intérieures au site ;
 - de la portion de route ;
 - des véhicules tiers présents sur le parking longeant le site ;
 - de l'ensemble du site de l'entreprise voisine impactée par l'accident ;
- arrêter l'exploitation du site le temps de la remise en service effective de l'installation.

II – Les justifications liées aux mesures prises pour répondre aux dispositions du présent article, ainsi qu'à leur pertinence et à leur caractère pérenne, sont transmises à l'inspection des installations classées sous 48h.

Les déchets récupérés dans le cadre des opérations prévues au I sont gérés conformément à l'article 5 du présent arrêté.

Préalablement au redémarrage des installations, l'exploitant s'assure de l'efficacité des actions correctives qu'il a mises en place. Il transmet à l'inspection des installations classées un compte-rendu des actions réalisées.

Article 3 : Remise du rapport d'accident

En application de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, un rapport d'accident est transmis par l'exploitant au Préfet et à l'inspection des installations classées **dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.**

Il comporte, notamment :

- les circonstances et la chronologie de l'événement : descriptif de l'accident, actions menées par l'exploitant, etc. ;
- l'analyse des causes et des conséquences de l'accident (effets sur les personnes et l'environnement) : causes techniques et organisationnelles pouvant être à l'origine de l'événement ou d'un événement similaire ;
- les mesures mises en œuvre pour gérer l'accident ;
- les conséquences de l'accident pour l'environnement ;

- les conséquences économiques ;
- les mesures à mettre en œuvre pour la remise en service de l'installation et le délai de réalisation de ces mesures ;
- l'évaluation de la nécessité de mettre en place de nouvelles mesures techniques (bardage) et /ou organisationnelles pour éviter un accident similaire ou en réduire la probabilité des effets associés ;
- un bilan massique de la pollution.

Ce rapport doit s'appuyer sur la fiche « accident » téléchargeable en ligne sur le site internet du Bureau d'Analyse des Risques et des Pollutions Industrielles.

Le rapport d'accident doit être complété et mis à jour au fur et à mesure des investigations sur le sinistre et pourra être complété au fil de l'eau postérieurement au délai de 15 jours.

Article 4 : Remise d'un diagnostic sur l'impact environnemental et sanitaire du sinistre

L'exploitant remet à l'inspection des installations classées un diagnostic, établi par un organisme compétent, de l'impact du sinistre sur le site et sur l'environnement **dans un délai de 1 mois à notification du présent arrêté.**

Ce diagnostic comporte :

- a) un état des lieux concernant le terme source du sinistre : nature et quantité de produits et matières dangereuses concernés par l'accident ;
- b) une évaluation de la nature et des quantités de produits susceptibles d'avoir été émis dans l'environnement ;
- c) la détermination de la ou les zones maximales d'impact au regard des cibles et des enjeux en présence ;
- d) un inventaire des cibles et enjeux potentiels exposés aux conséquences du sinistre ;
- e) une justification de l'étanchéité ou non du tronçon de tuyauterie souterrain endommagé lors de l'accident ;
- f) des propositions de mesure de gestion le cas échéant.

Article 5 : Gestion des déchets liés à l'accident

L'exploitant procède à l'évacuation et à l'élimination dans des filières autorisées de tous les déchets issus de l'accident **dans un délai de 5 jours à compter de la notification du présent arrêté.**

Article 6 : Transmissions des documents utiles

L'exploitant transmet au Préfet et au service de l'inspection des installations classées tout document ou information utile justifiant de l'accomplissement des mesures prescrites par le présent arrêté.

Article 7 : Remise en service

Article 7-1 : Renforcement des moyens d'alerte

Avant la remise en service de l'installation, l'exploitant doit proposer un dispositif complémentaire d'alarme, notamment sonore, en cas de survenue d'un dysfonctionnement de cette installation.

Article 7-2 : Vérification et contrôle préalable

Avant la remise en service de l'installation, l'exploitant justifie :

- de la réparation de l'automate et du bon fonctionnement de tous les dispositifs de sécurités présents au niveau de l'installation ;
- de la révision des procédures de maîtrise d'exploitation visant à permettre d'exploitation des installations dans des conditions de sécurité optimales.

Article 8 : Révision de l'étude des dangers

L'exploitant met à jour, sous un délai de 6 mois, l'étude de danger de l'installation, conformément aux dispositions de l'article D. 181-15-2 III du code de l'environnement, pour tenir compte du retour d'expérience du sinistre survenu le 21 avril 2026.

Article 9 : Sanctions

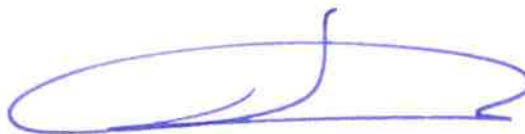
En cas d'inexécution des dispositions du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, il sera fait application des mesures prévues à l'article L. 171-8 et suivants du Code de l'Environnement.

Article 10 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au registre des actes administratifs de la préfecture de Tarn-et-Garonne et dont une copie sera notifiée au maire de Bressols et à la SAS EUROVIA LIANTS SUD-OUEST.

Fait à Montauban, le **29 AVR. 2026**

Le préfet,



Vincent ROBERTI

Délais et voies de recours :

Conformément à l'article L.181-17 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions de l'article R.181-50 du code de l'environnement à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Toulouse (68 rue Raymond IV – 31000 TOULOUSE – Tél : 05.62.73.57.57), dans les délais ci-dessous :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au R.181-45 du code de l'environnement.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.

Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours moyen accessible par le biais du site « www.telerecours.fr »

Le présent arrêté peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois :

- soit d'un recours gracieux auprès du préfet de Tarn-et-Garonne – 2 Allée de l'Empereur – 82000 MONTAUBAN. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours ;

- soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires – Grande Arche de la Défense – Paroi sud / Tour Séquoia – 92055 LA DÉFENSE. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.